



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Alex LARUE, Jean-Luc SAVY

## **Relations internationales, tourismses, parcs d'activité - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Parc d'activités économiques ZAC Charles Martel Extension - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Sur le « *secteur littoral* », le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 met en évidence l'opportunité de poursuivre le développement de l'offre d'accueil d'entreprises. Ainsi, à Villeneuve-lès-Maguelone, le parc d'activités Charles Martel Extension a été envisagé dans le prolongement des parcs d'activités existants du Larzat et de Charles Martel.

Par délibération du 18 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et a créé la ZAC Charles Martel Extension sur une superficie d'environ 10,6 ha. Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme aménageur par une délibération du 21 juillet 2016.

Depuis, le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) et le projet de révision de SCoT arrêté ont identifié un déficit de foncier destiné à accueillir des activités économiques sur le territoire de la Métropole. Par l'accueil d'activités productives (artisanat, BTP, petite industrie) et de petite logistique, la ZAC Charles Martel Extension contribuera à combler une partie de ce déficit. Le nouveau SCoT révisé conforte d'ailleurs la nécessité d'aménager cette extension.

Le projet d'aménagement du parc d'activités Charles Martel Extension a été déclaré d'utilité publique le 17 novembre 2015.

Au regard de la richesse écologique du secteur, un arrêté préfectoral de dérogation pour la destruction d'espèces protégées a été obtenu le 12 février 2016 suite à un avis favorable du Conseil National pour la Préservation de la Nature (CNP). Cette arrêté décrit la séquence « *ERC* » (Eviter, Réduire, Compenser) qui sera mise en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération pour l'exercice 2018 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

A ce jour, 93 % du foncier est déjà maîtrisé par Montpellier Méditerranée Métropole ou par son prestataire foncier (Établissement Public Foncier). Les propriétés restantes pourraient ne pas être acquises et s'intégrer à l'aménagement dans le cadre de la mise en œuvre d'une convention de participation. Elles devront dans ce cadre s'acquitter d'une participation au coût des équipements publics réalisés par l'aménageur.

Les études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives puis à la réalisation des travaux ont été engagées. La demande d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau a été déposée mi-2019 pour une obtention attendue en 2020.

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 111 000 € HT, dont 54 000 € HT pour l'exercice 2018, correspondant essentiellement à la rémunération de l'aménageur.

A noter que les premiers versements de la participation d'équilibre sont intervenus en 2017 et 2018 pour un montant de 300 000 €. A terme, la participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvera à 2 010 000 €. Afin de prendre en compte l'évolution du planning de l'opération, l'échéancier de versement de la participation est décalé dans le temps et nécessite un avenant n°3.

Les premières recettes de cession sont envisagées fin 2020. A terme, le bilan financier prévisionnel actualisé s'équilibre à 6 950 000 € HT en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone, produit par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération ;
- approuver l'avenant n°3 au traité de concession portant sur l'évolution de l'échéancier de versement de la participation ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106667-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- rapport CRAC
- bilan financier
- avenant 3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.